



# Déclaration

## **Respect des luttes et des organisations : une exigence non négociable**

Mercredi 22 avril 2026, alors que l'Union Départementale appelait à un rassemblement afin de mettre en lumière la situation de l'emploi industriel dans notre département, à l'occasion de la venue d'Emmanuel Macron à Montluçon, il nous paraît nécessaire de revenir sur les événements survenus.

La CGT avait appelé à un rassemblement à 9h00. Le collectif anti-extractivisme 03-63 opposé au projet de mine de lithium dans l'Allier appelait, quant à lui, à un rassemblement à 10h00. La proximité de ces deux initiatives était donc connue de tous. Pour autant, à aucun moment la CGT n'aurait pu imaginer que sa position sur ce dossier puisse faire l'objet d'attaques aussi directes et irrespectueuses envers la CGT.

Alors que le secrétaire départemental était en train de s'exprimer, quelle ne fut pas notre surprise de voir un militant opposé au projet installer sa propre sonorisation et débiter une prise de parole, sans même attendre la fin de l'intervention en cours. Le Secrétaire Général a donc choisi de conclure son propos de manière anticipée, en regrettant ce manque évident de respect.

Nous nous sommes, par l'intermédiaire de notre Secrétaire Général de l'UD, adressés calmement et poliment à ce militant pour lui indiquer qu'il aurait été plus respectueux d'attendre quelques minutes la fin de l'intervention de la CGT. La réaction qui a suivi a été totalement disproportionnée : invectives, ton agressif, refus de tout échange nous le citons « tu n'as pas à me donner d'ordres, dégage, je fais ce que je veux ». Face à cette violence verbale, la tension est montée. Des militants de la CGT n'ont pas accepté qu'un militant d'une autre organisation puisse s'exprimer avec un tel mépris.

Il est important de le dire clairement : ce moment de tension n'a pas été provoqué par la CGT, mais bien par une attitude délibérée de provocation, consistant à couvrir une prise de parole en cours et à refuser tout cadre de respect mutuel.

Nous regrettons profondément cette situation. Nous sommes également profondément choqués par les propos tenus par certains opposants, qui ont, pendant notre intervention, proféré des insultes et des accusations graves : prétendant que la CGT soutiendrait des intérêts industriels au détriment des salariés, qu'elle serait responsable de drames humains, voire qu'elle pourrait être "achetée". Ces propos sont non seulement mensongers, mais indignes du débat démocratique !

Si ces caricatures n'étaient pas aussi graves, elles pourraient prêter à sourire. Elles révèlent surtout une dérive inquiétante : celle de groupes ou de militants incapables d'écouter, de respecter, ou même de tolérer des positions différentes des leurs.

La CGT de l'Allier a construit sa position sur le projet de mine de lithium à travers des centaines d'heures de réflexion et de débats internes. La résumer à un positionnement "pour ou contre" est une insulte au travail sérieux mené collectivement. La CGT n'oppose pas industrie ancienne et industrie nouvelle, pas plus qu'elle n'oppose les salariés entre eux. Elle agit avec cohérence, en défendant à la fois l'emploi, les conditions de travail et les exigences environnementales.

Ce qui s'est passé pose une question de fond : comment mener des combats communs si le respect mutuel disparaît ? Insulter une organisation, vociférer contre ses représentants, refuser le dialogue, ce n'est pas anodin. Cela fragilise l'ensemble de notre camp social.

Nous le disons avec gravité, mais aussi avec une exigence d'apaisement : celles et ceux qui ont tenu ces propos ou adopté ces comportements seraient bien inspirés de présenter des excuses. Ils seraient également avisés de cesser les caricatures, d'écouter réellement les positions de la CGT, et de contribuer à élever le niveau du débat.

À défaut, ils prendront la responsabilité d'alimenter les divisions, au détriment des luttes que nous devrions mener ensemble.

Enfin, chacun doit agir en toute transparence. Se dissimuler derrière des collectifs ou des associations pour mener des combats politiques sans les assumer clairement n'est pas sain. Cela entretient la confusion et nourrit la défiance.

La CGT, fidèle à ses principes, continuera de s'appuyer sur l'engagement des salariés dans les entreprises, au plus près du terrain. C'est là que se construisent les conquêtes sociales, et non dans les postures ou les invectives. Penser que l'élection présidentielle de 2027 serait l'unique moyen pour changer les choses, dire que les acteurs de l'histoire sociale ne sont pas dans les usines et que tout passe par les élections serait une erreur grave.

Ce mépris pour les travailleurs et pour le mouvement syndical est une des principales causes de l'échec des forces de gauche à répondre aux exigences sociales et à dépasser le capitalisme depuis des décennies.

Si certains persistent dans ces méthodes, ils ne pourront ni rassembler, ni prétendre représenter durablement les intérêts du monde du travail.

Et que les choses soient claires : il est inutile de tenter d'inverser les responsabilités. Ce sont bien les comportements méprisants, les provocations et le refus du respect qui ont déclenché les réactions observées. Les militants de la CGT, eux, restent profondément attachés à leur organisation, à ses valeurs, et à la dignité du débat.

Montluçon, le 27 avril 2026